

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Les-petrolieres-a-l-assaut-des-terres-des-autochtones-en-Amerique-latine>

Les pétrolières à l'assaut des terres des autochtones en Amérique latine

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Date de mise en ligne : mardi 4 novembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les mégaprojets gaziers au Brésil et en Bolivie [1]

« Enron et Shell ont construit leur pipeline et ont violé leurs promesses ».

Carlos Cuasacre

Président de l'Organisation des Chiquitanos. [2]

De nombreux mégaprojets gaziers et pétroliers furent développés dans le cadre même des politiques d'ajustement structurel imposées par la Banque mondiale et le FMI. Sous la houlette des institutions de Bretton Woods et dans le cadre des programmes de privatisation, la Bolivie fut obligée de confier ses immenses réserves de gaz aux géants pétroliers. La production de gaz bolivien était destinée non seulement au marché brésilien mais également à celui des États-Unis.

Les réserves de gaz de Bolivie sont considérées parmi les plus importantes dans le monde avec une capacité de 18.3 millions de pieds cubes (les plus grandes réserves de gaz en Amérique latine après le Venezuela). La Bolivie constitue désormais un des principaux pôles de croissance des puissances pétrolières en Amérique latine.

La nouvelle géographie de la Bolivie et du Brésil se dessine par le développement de milliers de kilomètres de gazoducs et d'oléoducs qui traversent des terres autochtones. Financé en grande partie par la Banque mondiale, le colossal gazoduc Bolivie-Brésil (GASBOL) (3150 km dont 2.593 km au Brésil) fut inauguré au moment même où le Brésil vivait la plus grave crise économique de son histoire, suite à l'effondrement de la bourse de Sao Paulo (février 1999). Sous le prétexte de résoudre la crise énergétique du Brésil, les mégapipelines de gaz (Bolivie-Brésil) s'insèrent dans le nouveau modèle économique appuyé par la Banque mondiale.

Le mégaprojet d'intégration énergétique Bolivie-Brésil (GASBOL)

Le gazoduc Bolivie-Brésil s'intègre à un mégaprojet énergétique favorisant l'exploitation et l'exportation du gaz naturel de Bolivie. Ce "contrat du siècle" signé entre la Bolivie et le Brésil s'impose comme le plus grand projet d'infrastructure énergétique en Amérique latine. Évalué à deux milliards de dollars, le pipeline de gaz fut construit principalement pour alimenter les industries du Sud-est brésilien. Ce projet comprend également le développement et l'expansion des pipelines vers plusieurs pays d'Amérique latine.

Les pétrolières avaient fait part de leur intention de relier le gazoduc Brésil-Bolivie à d'autres projets de gaz naturel dans les pays voisins, plus spécifiquement le gigantesque champ gazier Camisea Gas situé à 500 km de Lima au Pérou. [3] Ce projet gazier au Pérou, prévu pour décembre 2003, menace la destruction de la forêt amazonienne et l'extermination de populations autochtones.

Le gazoduc Bolivie-Brésil s'étend du réservoir de Rio Grande (situé à 40 kilomètres de Santa Cruz de la Sierra, dans la région des terres basses orientales en Bolivie) à Canoas dans la région métropolitaine de Porto Alegre où se trouve la raffinerie Alberto Pasqualini. Le gazoduc prend sa route de Santa Cruz vers les États du Mato Grosso do Sul, de Sao Paulo, du Parana, de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul. Ce pipeline de gaz parcourt des centaines de communautés autochtones situées dans des écosystèmes fragiles. Le projet gazier empiète également les terres du Gran Chaco (Bolivie) et du Pantanal (Bolivie, Brésil), connu comme la plus grande zone humide au monde.

En 1999, Gaspetro (Petrobras) possédait 51 % des actions de la TBG (et 9 % du côté bolivien). La TBG (Transportadora Brasileira Gasoduto Bolivia-Brasil S.A.) administre le transport et les opérations du gazoduc qui traverse le Brésil. Le reste des actions de la TBG sont réparties entre des géants pétroliers : BBPP Holdings (British

Gas, El Paso Energy , TotalFinaElf : 29% des actions), le consortium Enron/Shell (14%) (et 6% sont détenus par les fonds de pension boliviens). La Banque mondiale, par l'entremise de la MIGA (Multilateral Investment Guarantee Agency), garantissait \$14.6 million à la compagnie Enron, au titre d'une dite « garantie pour risque politique ». Le gazoduc Bolivie-Brésil devait être géré essentiellement par la compagnie d'état brésilienne, Petrobras. Cependant sous la pression des pétrolières, la Banque Mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) exigèrent du Brésil la répartition des investissements entre Petrobras et le secteur privé dominé par les géants pétroliers Shell et Enron. En août 2000, Petrobras perdait définitivement son monopole dans le transport et la commercialisation du gaz du côté brésilien alors conforme à la législation brésilienne. Petrobras fut contraint de signer un nouvel accord avec la société Enron pour la gestion du projet énergétique intégré à GASBOL. [4] En 1996, la privatisation de la compagnie nationale bolivienne Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos (YPFB) avait favorisé les grandes sociétés de pétrole et de gaz. Celle-ci passait majoritairement aux mains du consortium Shell/Enron. De plus, ce consortium contrôlait près de 74% des entreprises impliquées dans le secteur gazier-pétrolier (incluant la compagnie de transport d'hydrocarbure, Transredes, qui gère le gazoduc). [5] Provoquant le licenciement de travailleurs dans le secteur d'hydrocarbures, cette privatisation mena également à des émeutes. Le gouvernement de Sanchez de Losada fit alors appel à l'armée pour protéger les raffineries de pétrole et les installations de gaz naturel.

Corruption et fraude entourent la négociation du contrat avec la Bolivie : Enron aurait versé 2.5 millions de dollars en pots-de-vin aux hauts responsables de la YPFB afin de boucler le contrat de privatisation. [6] En 1994, Enron signait un contrat avec le gouvernement bolivien. Enron avait pour mandat de gérer le projet GASBOL et contacter des bailleurs de fonds éventuels. Pourtant Petrobras s'était déjà engagé à construire (et financer) le gazoduc. Il n'en reste pas moins qu'Enron et Shell, qui détenaient un contrôle majoritaire du consortium, ne furent aucunement impliquées dans le financement et la gestion du projet. Petrobras assumait entièrement la construction du gazoduc.

Privatisation frauduleuse

Avec l'application de la capitalisation en Bolivie, c'est désormais l'État qui doit financer les géants pétroliers pour l'exploitation des hydrocarbures de Bolivie. En d'autres mots, les pétrolières recevaient d'énormes subventions de l'État bolivien financées à même la dette extérieure.

Par ailleurs, le projet d'exportation de gaz devait soi-disant vitaliser l'économie bolivienne. Cependant, le prix du gaz en Bolivie augmenta de 31,25% et celui de l'essence de 24,4% donnant lieu à des explosions sociales (en avril et en septembre 2000). De plus le montant total de la vente de la deuxième réserve de gaz naturel ne rapportera que 18% au budget national (le prix du gaz en Bolivie est lié au dollar américain).

La compagnie Enron fut directement impliquée dans des tractations douteuses lors de la signature du contrat. Celui-ci aurait été signé à Miami le 9 décembre 1994 entre Enron et le gouvernement du Président Sanchez de Losada (1993-1997, réélu en août 2002). Mais il est maintenant avéré, selon la commission bolivienne chargée en 2002 d'enquêter sur les tractions d'Enron, que ce contrat original se serait en quelque sorte volatilisé : seule une photocopie (dont l'authenticité n'a pu être établie) est disponible.

À la signature du dit contrat, la compagnie Enron Bolivie CV n'existait pas en tant qu'entité légale en Bolivie. Elle ne fut enregistrée en Bolivie qu'en août 1995, soit neuf mois après la signature du dit contrat. A toutes fins pratiques ce contrat de 1994 est illégal, car il fut émis sous les lois de l'état de New-York permettant à Enron d'être exempté de payer des taxes en Bolivie. [7]

Shell fut également impliquée dans des actions frauduleuses. Il s'avère que le frère du ministre Alfonso Revollo, chargé de la mise en oeuvre du programme de privatisation, travaillait à titre de consultant pour Shell. [8]

La violation des droits ancestraux

Alors que la Banque Mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et les transnationales prétendent favoriser la consultation auprès des populations affectées par les projets de développement pétrolier ou gazier, personne n'est venue proposer, voire annoncer, la mise sur pied du mégaprojet du gazoduc Bolivie-Brésil.

Principales victimes, les autochtones du Brésil et de la Bolivie apprenaient la mise sur pied du pipeline Bolivie-Brésil à travers les médias.

Le colosse d'acier ("coloso de acero" : nom donné au gazoduc en Bolivie) traverse de nombreux territoires autochtones qui font figure de véritables îlots de misère en Bolivie et au Brésil. En Bolivie, le gazoduc coupe les terres ancestrales de plusieurs nations autochtones réparties dans 178 communautés : 6650 Izoceno-Guaranies, 4900 Chiquitanos, 950 Ayoreos (incluant les Izozenos). Les Ayoreos vivent dans le Parc national du Gran Chaco, créé en 1995, où s'étend la plus grande forêt sèche tropicale d'Amérique (3.4 millions d'hectares protégés). Le gazoduc passe par la frontière nord du parc (75-150km). Le pipeline de gaz a également un impact sur les terres Izozog habitées par vingt-deux communautés Zozeno-Guarani. Ce mégaprojet comprend un nouvel aménagement de routes qui traversent le parc national de Chaco et le parc de Santa Cruz La Vieja.

Ce « boom gazier » a ainsi de sévères impacts sur la région : ses frontières sont désormais ouvertes à des industries (telle que l'exploitation forestière et la biotechnologie) qui contribuent au pillage de l'environnement ainsi qu'à une nouvelle vague de migration de paysans et de travailleurs. Cette ouverture des frontières provoqua également une spéculation des terres dans une région affectée par de nombreux conflits pour la terre. Ce développement gazier entraîne ainsi des divisions entre les autochtones, les « Indiens paysans » poussés à la banqueroute et les travailleurs migrants appauvris par les politiques économiques appliquées en Bolivie et au Brésil sous la houlette du FMI et de la Banque mondiale.

Au Brésil, les hauts responsables des projets de gazoduc voulaient à tout prix palier les mouvements sociaux. Afin de calmer les tensions et les revendications territoriales, la Fondation nationale de l'Indien (Funai) avait signé un accord avec Petrobras et les autochtones. [9] Sur les terres ancestrales, la Funai offrait aux autochtones appauvris la possibilité de s'établir sur de nouvelles terres en échange de la construction du gazoduc. Mais cette entente permettait plutôt à la compagnie nationale de pétrole et de gaz d'acheter, illégalement, des terres pour les Indiens à des fins d'indemnisation (en avril 1999). Hors cette région abrite également des paysans sans terre qui tentent d'obtenir des titres légaux de propriétés foncières. Le non-respect des engagements de la Funai a ainsi alimenté les conflits pour la terre entre les populations les plus pauvres. De plus, plusieurs communautés autochtones affectées par le projet ont été ignorées : six communautés de Santa Catarina ont été exclues du rapport par les responsables des études d'impacts. Finalement les consultants n'ont pas visité tous les villages. [10]

Sous les politiques d'austérité, les gouvernements se retirent du financement des projets sociaux (santé et éducation). Dans la logique des réformes proposées par les institutions de Bretton Woods, les programmes dans les territoires affectés par les gazoducs devaient désormais être pris en charge par les pétrolières. Faute de financement en provenance de l'État, plusieurs leaders de territoires autochtones en Bolivie (TCO : Tierras Comunitarias de Origen, Terres communautaires d'origine) ont accepté de coopérer avec les transnationales (notamment les pétrolières et les entreprises forestières). La majorité des autochtones affectés par le mégaprojet (au Brésil et en Bolivie) ne recevront aucune compensation.

L'ironie c'est qu'on essaie d'échanger une promesse souvent éphémère concernant la démarcation des terres contre l'implantation d'un mégaprojet qui viole les droits ancestraux et qui porte atteinte aux populations autochtones (impacts sociaux et environnementaux. [11]

Le « pipeline Enron » (1999-2001)

Enron et Shell furent responsables de la construction et l'exploitation du pipeline secondaire, le gazoduc Bolivia-Cuiaba (désigné comme le "Enron pipeline" ou "projet Cuiaba). En dépit de la faillite d'Enron (août 2002), la compagnie demeure toujours propriétaire de 40% du gazoduc. [12] Le gazoduc fut financé par Gas Oriente Boliviano (GOB) et les pétrolières Enron et Shell (principaux actionnaires de la compagnie Transredes). Le « pipeline Enron » de 340 km suit parallèlement un tronçon du gazoduc Bolivie-Brésil. Il alimente la nouvelle centrale de production

électrique, propriété d'Enron.

Le groupe « Enron Corp » a obtenu un prêt de 200 millions de dollars du gouvernement américain pour la construction du pipeline et la centrale de production d'électricité d'Enron à Cuiaba. [13]

Il s'avère que le gazoduc annexé à GASBOL traverse quatre écosystèmes fragiles : le Chaco (plaine recouverte de savanes), le Chiquitano (la forêt tropicale sèche la plus intacte du monde), le Cerrado (savane) et le Pantanal (vaste étendue humide et inondé).

Malgré les protestations des autochtones et des groupes environnementaux, l'agence fédérale américaine Overseas Private Investment Corp. (OPIC) avait voté en faveur du financement du projet San Miguel-Cuiaba. [14] En plus ce prêt était illégal. En 1997, l'administration Clinton interdisait l'OPIC de financer des projets d'infrastructures dans les forêts tropicales encore « vierges » (primary). Enron, pour sa part, avait défendu le mégaprojet en qualifiant le pipeline comme un moyen prudent de conserver les forêts tropicales (« prudent use of a secondary tropical forest ») et que la forêt Chiquitano n'était pas une forêt « vierge ». [15]

Dans ce contexte, Laine Powell, directeur du projet du gazoduc Enron, prétendait qu'il existait déjà une infrastructure routière et que la compagnie n'avait pas l'intention de construire de nouvelles routes donnant accès aux compagnies forestières et autres activités illégales. Dans les faits, Enron a encouragé le pillage environnemental. Par ailleurs, le pipeline Enron contribua à fragmenter les terres autochtones. Par exemple, les villages de San Jose de la Frontera (ou le pipeline fut placé à moins de dix mètres des maisons) et de Can de Fatima furent littéralement coupés en deux par le gazoduc. [16]

Par ailleurs, en 1999, les transnationales Enron et Shell affirmaient avoir négocié une indemnisation avec vingt-neuf communautés dans le cadre du « pipeline Enron ». Pourtant les nations Ayereo, Chiquitano et Izozeno en Bolivie et les Guarani Nandeva au Brésil dénonçaient la violation de leurs terres et de leurs droits tout comme la manipulation des communautés autochtones lors des soi-disant consultations. Dans la forêt Chiquitano, il y a deux cents communautés (environ 58 000 autochtones) qui revendiquent leurs terres ancestrales, soit 37% de la forêt. La grande majorité des 36 communautés affectées par le pipeline n'ont jamais été indemnisées.

Alors que le gouvernement bolivien octroyait de nouvelles concessions aux pétrolières pour le projet Cuiaba, il transférait en même temps aux transnationales la négociation et l'identification des titres fonciers à l'intérieur des terres ancestrales. À ce titre, Enron venait en quelque sorte remplacer l'État bolivien, offrant aux autochtones de les assister dans le processus d'obtention de droits de propriété foncière tout en leur promettant des bourses pour apprendre des techniques agricoles. [17] Seul le droit à la terre et au sol agricole pouvait être revendiqué par les autochtones (les dites ressources économiques demeurent la propriété de l'entreprises privée).

Selon le Plan de développement des peuples autochtones (IDP- Indigenous Development Plan), le géant pétrolier Enron avait la responsabilité de définir ces titres. L'IDP avait été créé pour assurer un fonds de deux millions pour soi-disant minimiser les impacts sociaux et environnementaux. L'OPIC et la Banque Mondiale exigèrent qu'Enron applique le plan IDP concernant trente-six communautés autochtones. Selon le directeur de l'IDP, José Martinez, les autochtones n'avaient pas les informations adéquates pour comprendre et exiger le processus de démarcation des terres et pour définir les titres de propriété foncière (tout comme pour participer à une véritable consultation). En Bolivie, les Indiens ont donc contesté la légitimité du rapport remis par le consultant d'Enron au sujet des titres de propriété foncière (2000). De plus, rien n'avait été prévu pour dédommager les populations suite aux divers impacts (dommage aux routes locales, contamination de l'eau, etc.). Lors de la construction du gazoduc, aucun titre de propriété n'avait été remis tel que convenu. Furieux, les autochtones ont érigé en septembre 2000, un barrage durant 16 jours, bloquant l'accès aux trois champs de construction. Alors que ce conflit fut résolu par des négociations entre Enron et les leaders autochtones, la question des terres (titres fonciers) était toujours en suspens. En Bolivie, à peine 30% des communautés affectées par le pipeline reçurent des titres de propriété foncière. C'est ainsi que San Miguelito (village situé à 200 mètres du pipeline) reçut 50 vaches, un puits, mais pas de terre...

Des organisations non-gouvernementales avaient pourtant démontré les impacts environnementaux et sociaux : la déforestation « illégale », l'arrivée de nouveaux migrants et de chasseurs. En mars 2000, un rapport du Ministère du développement durable de Bolivie démontra le non-respect de l'environnement des pétrolières dans ce mégaprojet. Suite aux pressions du gouvernement et de la société civile, le consortium Enron-Shell avait suggéré d'engager l'armée pour patrouiller la zone du mégaprojet (« right of way » : droit de passage).

Par ailleurs, dans cette même région, Enron avait jeté des déchets de matériaux radioactifs (utilisés dans la construction du gazoduc) près du village de Carmen Rivero Torres. [18] Malgré la violation des lois environnementales, les autochtones n'ont aucun recours. Il n'existe pas de mécanisme efficace pour poursuivre la compagnie et empêcher ces actes criminels.

Biopiraterie et complicité des ONG.

Ce modèle environnemental s'insère également dans la mise en oeuvre de projets de biopiraterie gérés par les leaders de l'économie mondiale. [19] Dans le Chiquitano (où traverse le gazoduc Rio San Miguel-Cuiba), plusieurs ONG ont collaboré étroitement avec Enron et Shell, afin de mettre sur pied un réseau de biopiraterie, sous le couvert des programmes officiels de conservation des écosystèmes touchés par le gazoduc. Les autochtones ont été du même coup exclus de ces programmes. Parmi les organisations environnementales, on retrouve : le musée Noel Kempff Mercado, la Fondation les Amis de la Nature (FAN), le Missouri Botanical Garden des États-Unis et la Wild Life Conservation Society (qui se retira plus tard).

Cette « bioprospection » dans les environnements des pipelines (qui n'a guère retenu l'attention des médias) fut réalisée pour le compte de Shell et Enron. Plusieurs organisations non-gouvernementales ont largement diffusé aux médias leur engagement à sauvegarder l'environnement tout en masquant leur complicité dans le processus de pillage environnemental.

Du côté brésilien, la Banque Mondiale accorda au gouvernement brésilien un prêt de 400 millions de dollars pour le programme du développement durable du Pantanal. Considéré comme le plus grand projet environnemental financé par l'extérieur, la Coopération Économique du Japon a investi cent millions de dollars. Il est avéré que la Coopération économique du Japon appuie les intérêts de l'industrie pharmaceutique japonaise.

L'expansion des projets d'hydrocarbures en Bolivie et au Brésil

La compagnie Gas Transboliviano SA et le consortium Transredes (Enron, Shell, Petrobras et British Gas) ont annoncé en 2002 une nouvelle expansion du gazoduc Bolivie-Brésil. Les organisations autochtones de Santa Cruz ont aussitôt dénoncé l'absence d'information et de consultations concernant le projet d'expansion. [20]. Les responsables du projet ont également tenté de manipuler les leaders autochtones en créant des divisions au sein de leurs organisations.

En avril 2002, le pipeline Yacuiba-Rio Grande (GASYRG) en Bolivie fut inauguré malgré l'opposition des Guaranis et des Weenhayeks affectés par le projet. Le consortium Transierra formé par TotalFinaElf (accusé pour « crimes contre l'humanité » en Birmanie), Andina et Petrobras administre le gigantesque réservoir de gaz naturel (le bloc San Alberto). Il faut souligner que les champs San Alberto et San Antonio représentent les plus grandes réserves de gaz d'Amérique latine.

Le projet GASYRG est plus important que le gazoduc Bolivie-Brésil. Le gazoduc transportera 50 millions de mètres cubes de gaz par jour comparativement à 30 millions. Le pipeline traverse 49 communautés rurales pour la plupart autochtones. Les Weenhayeks (dont le territoire se trouve coupé en deux) et les Guaranis ont dénoncé l'absence de consultation et le viol de plusieurs articles de la Constitution et de diverses lois (2001). Le gazoduc de 431 km suit parallèlement la ligne du gazoduc Yabog de Transredes (400 km), le concurrent pétrolier de Transierra. Prolongeant sa route vers le Pérou, l'Argentine et le Brésil (près de 6000 km), le réseau de transport de Transredes occupe l'équivalent à deux tiers du pays. Il y aura également un projet d'expansion du Yabog qui est contesté par les communautés autochtones. Les deux gazoducs traversent les terres ancestrales et la forêt, ce sans aucun respect pour les droits fonciers et les terres cultivables.

Par ailleurs, les récentes découvertes de gaz en Amazonie brésilienne risquent de changer la géographie de la région. L'Amazonie possède de vastes réserves de gaz et de pétrole encore inexploitées. Le développement du projet gazier Uruci-Porto Velho (550 km) fait présentement l'objet de vives controverses. [21] Deux gazoducs traverseront les terres de populations autochtones et noires (quilombos). Le projet favorisera une déstabilisation régionale au profit des grandes industries minières et forestières. Même si le projet est géré essentiellement par la compagnie nationale Petrobras, les nouveaux gazoducs alimenteront les deux centrales hydroélectriques de la compagnie américaine El Paso qui fournissent 76% de l'énergie de l'état d'Amazonie.

En février 2002, le gouvernement bolivien de Jorge Quiroga annonçait un nouveau mégaprojet gazier de six milliards de dollars, géré par le consortium Pacific LNG formé par les pétrolières britannique (BG Group Plc), espagnole (Repsol YPF) ainsi que Pan American Energy (filiale argentine de BP). Le gaz de la réserve de Margarita (Bolivie) sera transporté par un pipeline (de plus 600 km) jusqu'à un port d'exportation péruvien ou chilien (où sera construit une centrale de transformation de gaz). La Bolivie aura ainsi un accès au Pacifique. Ce projet prévu pour 2005-2006 produira 800 millions de pieds cubes de gaz par jour. [22]. Cette production est destinée au marché de la côte ouest des États-Unis et le Mexique.

De retour au pouvoir en août 2002, le président bolivien Gonzalo Sanchez de Lozada entend favoriser la poursuite de l'économie du gaz. Ironiquement, le président de la campagne électorale de Sanchez de Lozada est le président de la compagnie minière canadienne Orvana Minerals Corp. En mars 2002, celle-ci demanda un permis environnemental pour l'extraction de gaz et la construction d'un pipeline de cinq kilomètres (relié éventuellement au gazoduc Cuiaba) pour alimenter la mine d'or Don Mario (réactivée récemment) dans la forêt de Chiquitano (600 tonnes de gaz par jour). [23]

Deux mois plus tôt, le président du Brésil avait annoncé le développement d'un gigantesque projet gazier consolidant l'« intégration régionale » en Amérique latine par les pipelines. Le « gazoduc de l'intégration » (GASIN) devrait parcourir 5 250 km en partant du sud de la Bolivie (les blocs de San Alberto et San Antonio de Yacuiba), traversant l'Argentine et le Paraguay, jusqu'à la capitale du Brésil (Brasilia). [24] L'entreprise italienne Snam (membre du groupe ENI) a signé ce contrat juteux de cinq milliards de dollars avec Petrobras, tout ceci au détriment des populations autochtones dont les droits ont été bafoués. Alors que les états nationaux, Brésil et Bolivie, envisagent les mégaprojets en octroyant des privilèges exclusifs au secteur privé, voire principalement les transnationales les plus puissantes, les droits territoriaux s'effritent sous la pression des leaders de l'économie mondiale.

Micheline Ladouceur,

Centre de recherche sur la mondialisation, 27.09.02.

© COPYRIGHT Micheline Ladouceur 2001

[1] Carte de la géographie des gazoducs en construction, actuelles et projetées : voir site http://cv.gasnet.com.br/gasnet_br/m...

[2] Carlos Cuasace représente 450 communautés chiquitano dans la région de la forêt Chiquitano. Jimmy Langman, "Enron's Pipeline Pain", Latindrade.com, août 2002, <http://www.latintrade.com/newsite/c...>

[3] « Le gigantesque projet de Camisea, du consortium formé de Pluspetrol-Hunt-SK, devrait être en opération d'ici 2003. Un investissement de près de 1 600 millions de \$US sera nécessaire afin d'extraire et commercialiser les 13 000 milliards de pieds cubes de gaz naturel. » Profils sectoriels au Pérou, 4 au 11 mai 2002. http://www.mri.gouv.qc.ca/mission_g...

[4] Suely Caldas et Irany Tereza, Acordo Petrobras-Enron quebra monopólio, O Estado de São Paulo, 2 août 2000,

<http://www.estado.estadao.com.br/jo...>

[5] Vladimir Goitia, Petrobras perde controle sobre gasoduto Brasil-Bolivia, O Estado de Sao Paulo, 25 février 1997, <http://www.estado.estadao.com.br/jo...> . En août 2002, Enron détenait encore (avec son partenaire Shell) 50% de capitaux dans la compagnie Transredes

[6] Jorge Ritcher, membre du congrès du Nouveau Parti Républicain détiendrait les preuves. Jimmy Langman, « Enron's Pipeline Pain", Latindrade.com, août 2002, <http://www.latintrade.com/newsite/c...>

[7] « Les trois ministres responsables seront bientôt entendus par une commission d'enquête parlementaire bolivienne. » Gustavo Soto, Mort annoncée de Bolivie néo-libérale 1985-2001, Défis Sud, 2002, www.sosfaim.be
Voir également Um contrato irregular dio passo a la asociacion Enron-YPFB, La Prensa, La Paz, Bolivia, 30 janvier 2002.

[8] "Alfonso Revollo a été convoqué par l'impuissante justice bolivienne depuis deux ans, vit aux USA et fait des expertises pour la Banque Mondiale. » Eca Watch, « Les opération d'Enron dans la Bolivie », <http://www.eca-watch.org/multilang/...>

[9] Cimi, "Obra ameaza integridade de territorios indigenas", Porantim, mars-avril 1999.

[10] Rapport précaire fait par l'Université catholique de Campo Grande avec le Consorcio Dames & Moore/Prime/Biodinamica, ce rapport inclue la description d'un programme de développement des peuples autochtone, Osmarina de Oliveira et Clovis A. Brighenti, "Obra ameaza integridade de territorios indigenas", Porantim, mars-avril 1999.

[11] Voir Petrobras, Obras do Gasoduto Bolivia-Brasil beneficiam 22 aldeias indigenas, Noticias para a Imprensa, 6 mars 1998. <http://www.petrobras.com.br>

[12] Enron planifie un plan de réorganisation (restructuration) du projet, Jimmy Langman, « Enron's Pipeline Pain", août 2002, op.cit.

[13] David Ivanovich, Enron pipeline in Bolivia gets U.S. loan guarantee-15 juin, 99, Amazonia.net, 15 juin 1999. [p.://www.amazonia.net](http://www.amazonia.net). KfW, Germany's Kreditanstalt fur Wiederaufbau a également accordé \$165 millions de prêt pour la centrale d'une capacité de 490 megawatt. Avec la faillite d'Enron, l'OPIIC annonça son intention de retirer son financement en février 2002.

[14] Pourtant la même année, la rupture de l'oléoduc Sica Sica-Arica démontrait la négligence de la compagnie Transredes (Enron-Shell). 10000 barils de pétrole se sont déversés dans la rivière Desaguadero (Bolivie), survie des communautés autochtones (31 janvier 2000). Enron qualifia cette catastrophe d'incident et les autochtones reçurent une très faible compensation pour les dommages causés.

[15] Pratap Chatterjee, Environment : Plans Move Forward for Bolivia-Brazil Gas Pipeline, World News, 27 juin 1999. <http://www.oneworld.org>

[16] Amazon Watch, "The case of the Bolivia-Cuiaba pipeline", 8 décembre 1999. <http://www.amazonwatch.org/megaproj...>
Voir également "Cuiaba Pipeline Impacts as bad as predicted", Drillbits & Tailings, vol 7, no 5, 30 juin 2002, <http://www.moles.org/ProjectUndergr...>

[17] Zsuzsanna Pato, Piping the Forest, CEE Bankwatch Network, janvier 2000 <http://www.bankwatch.org/downloads/...>

[18] Ibid.

[19] Voir Biopiratas espian nuestras selvas desde el gasoducto, Los Tiempos, 11 juillet 2000, <http://www.lostiempos.com/php/resul...> et <http://www.biodiversidadla.org/noti...>

[20] L'expansion comprend la construction d'un pipeline (« looped ») et quatre stations de compressions de turbine en Bolivie. Amazon Watch, « Perfil : Proyectos de expansion de Gas de Bolivia », 23 avril 2002. www.amazonwatch.org/megaprojects/bolivia_gas_esp.html

[21] La réserve de gaz est exploitée depuis 1998 (280 km de la réserve d'Urucu à la ville d'Urucu). Il s'agit de construire deux nouveaux oléoducs jusqu'à Porto Velho et 420 km jusqu'à Manaus.

[22] Bolivia Postpones Natural Gas Project Decision, 23 août 2002, <http://www.rigzone.com/news/article...>

[23] "What you can do : Take Action to support the indigenous Peoples of Bolivia", Drillbits & Tailings, vol 7, no 5, 30 juin 2002.

<http://www.moles.org/ProjectUndergr...>

[24] <http://www.planejamento.gov.br/arqu...>